COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 10 AVRIL 1982 | N° 156 | PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

ARGENTINE - ANGLETERRE : GRANDES MANOEUVRES DE DICTATEURS SANGLANTS CONTRE UN IMPERIALISME DECLINANT.

L'armée argentine a envahi les îles Falkland jeudi dernier. Ces îles étaient sous administration anglaise depuis 1833. Avant de devenir anglaises, elles ont été argentines pendant 7 ans et françaises bien avant d'où leur nom «Malouines».

Les îles Malouines ou Falkland situées au large de l'Argentine sont peuplées de 1.800 Anglais. Margaret Thatcher a envoyé sa flotte de guerre qui mettra 2 semaines pour rallier les Malouines. Entre temps elle refuse de négocier, à moins que les Argentins n'évacuent les îles. Pour le gouvernement argentin il n'en est pas question.

Donc les deux pays sont prêts à la guerre pour quelques îles de quelques kilomètres carrés, où vit une très faible population.

Pour la dictature militaire qui dirige l'Argentine cette affaire des Malouines est une aubaine. Elle permet aux généraux de faire l'unité du peuple argentin autour de l'armée contre les anglais. Ainsi la CGT d'Argentine vient même de décréter la trêve sociale ! Des manifestations patriotiques ont eu lieu à Buenos-Aires durant lesquelles les généraux dictateurs et assassins de travailleurs ont été acclamés.

L'inflation et la misère font des ravages dans le pays. Les généraux n'ayant pas de solution pour les graves problèmes intérieurs du pays ont trouvé dans les Malouines une façon de détourner l'attention et l'énergie de la population vers d'autres buts que la vie de tous les jours.

L'Angleterre est offensée, elle suffoque. Pensez ! un pays faible et retardataire comme l'Argentine a osé défier une grande puissance comme elle ! Vraiment, le prestige n'est plus respecté ! Si son armée se montre incapable de récupérer les Malouines, elle ne sera plus respectée ! Et alors n'importe quel dirigeant de pays sous-développé d'Asie, d'Afrique ou d'ailleurs pourra mettre en péril les capitaux anglais investis dans leur pays sans avoir à redouter une riposte de l'armée anglaise. Non, l'Angleterre ne peut accepter cela, il faut que son armée se fasse respecter et que cela serve d'exemple, à tous ceux qui sont exploités et pillés par les impérialistes anglais. Bien que l'impérialisme britannique ait perdu l'essentiel de son empire colonial, à défaut de puissance réelle il lui reste encore une vieille réputation à défendre, d'autant qu'en Angleterre aussi il faut détourner l'attention des travailleurs des vrais problèmes qui se posent à eux face à la crise.

Les bandes armées au service des gangsters impérialistes anglais sont soutenues par ceux de France, de Hollande, d'Allemagne, des USA, par tous ceux qui exploitent et dominent des peuples entiers depuis des décennies.

Mauroy, premier ministre de la puissance impérialiste française, n'a pas eu la moindre gêne à trouver que les Argentins étaient des agresseurs et les Anglais des champions du bon droit ! Celui de posséder des territoires, des bases, vestiges de l'empire colonial, à des milliers de kilomètres de chez soi ! Pas gênée du tout, la

Suite Page 4

Basse Terre : une action dirigée contre MICHAUX CHEVRY, présidente du conseil général



La semaine dernière, le bureau de la présidente du Conseil Général, Michaux Chevry a été visité dans la nuit. Ses dossiers ont été déchirés et des inscriptions de menaces ont été faites sur les murs. Une organisation qui a revendiqué ces actes est le CAMUS.

Visiblement cette organisation a voulu manifester son mécontentement contre la personne de Michaux Chevry. Celle-ci d'ailleurs a déclaré qu'elle avait déjà reçu des lettres de menaces. Tout cela n'est pas étranger aux dernières élections cantonales. Quand on considère dans quelles conditions se sont déroulées les élections pour la présidence du conseil général , il n'est pas surprenant que certaines personnes se soient révoltées à leur manière contre la nouvelle présidente.

Comment ne pas être écœuré par des représentants politiques, de Michaux Chevry à Saman en passant par les Chamougon, Viviès etc... qui occupent aujourd'hui des responsabilités politiques que le pouvoir se déclare prêt à étendre. Lorsqu'on sait que la plupart de ces individus ont été mêlés à des magouilles et à des trafics d'argent !

On peut comprendre que des gens soient révoltés par la façon dont tout cela se passe. On a vu récemment Michaux-Chevry. Sa façon de s'adresser à la population sur les ondes et à la télévision, donne une image du manque de sérieux politique et de la désinvolture avec laquelle elle et ses semblables politiciens abordent les problèmes graves du pays.

Dans la population s'exprime (souvent par la violence) le mécontentement contre ce qui devient de plus en plus insupportable : l'arrogance et le mépris des patrons, le racisme officiel, les scandales financiers, les «magouilles» électorales etc...

Depuis plus d'un an, après les attentats du GLA, les attaques contre ce qui symbolise les privilèges des Blancs (destruction des vitrines... etc...) se sont multipliées. Il y a eu aussi l'assassinat de Max Martin, l'attentat à la bombe de la SODEG.

Des organisations, n'hésitant pas à recourir à des formes d'actions plus dures que les organisations traditionnelles (Comité contre le Génocide des Noirs, ALN, CAMUS), ont fait également leur apparition.

Les multiples problèmes, économiques, sociaux, et politiques, qui s'accumulent risquent de prendre avec le temps plus d'ampleur et d'exploser non seulement contre les véritables responsables qui sont les Blancs du pouvoir colonial et les privilégiés blancs qu'ils protègent ici, mais aussi contre ceux (élus locaux) qui se font les complices ou les promoteurs d'une telle politique.

FORT DE FRANCE : GREVE DES EMPLOYES DES TRANSITAIRES : UNE CAMPAGNE DE PRESSE CONTRE LES GREVISTES

A l'heure où nous écrivons, les transitaires refusent toujours obstinément de satisfaire la revendication principale de leurs employés, à savoir la 6ème semaine de congés payés. Ceux-ci continuent donc leur grève, en tenant des piquets sur le port pour filtrer la sortie des conteneurs.

A ce propos d'ailleurs il faut noter la campagne de presse qui a été menée contre les grévistes : on les accuse ni plus ni moins de vouloir affamer la population martiniquaise, asphyxier l'économie du «département», acculer les petits planteurs de banane à la faillite, mettre au chômage technique des travailleurs du commerce, etc. . . etc. . . Brefs ils seraient responsables de tous les maux qui pourraient frapper les différentes catégories de la population, uniquement pour s'être entêtés à maintenir leur revendication.

Ainsi on a pu voir France-Antilles faire ses gros titres sur le mode catastrophique : «Chômage technique pour plusieurs entreprises», «Pénurie de pain dans certaines boulangeries», «Graves difficultés pour les planteurs de banane», etc. . . et ouvrir largement ses colonnes aux communiqués affolés du centre patronal et des divers capitalistes. On a également appris à cette occasion que France-Antille se souciait beaucoup du sort des travailleurs en général, et des manutentionnaires du port, des commis de magasin et des ouvriers industriels en particulier, qui seraient selon ses dires en passe d'être réduits au chômage technique. Il se trouve que France-Antilles se soucie beaucoup moins du sort des employés des transitaires. . . si ce n'est pour les accuser de mener l'économie de la Martinique à l'abîme.

Eh bien, si la situation est à ce point dramatique, s'il faut en croire les affirmations de cette presse, il est urgent que les patrons transitaires cèdent aux demandes des grévistes. Car pour le moment ce sont eux qui bloquent la situation.

Mais la réalité est tout autre : c'est que le syndicat CSTM qui mène la grève, a affirmé à plusieurs reprises son intention de laisser passer les conteneurs de banane à exporter, et les conteneurs de produits frais, qui arrivent. Ainsi chaque jour une cinquantaine de conteneurs environ peuvent sortir du port ou y entrer.

Alors tous ces cris d'alarme et d'affolement lancés par la presse des patrons n'ont en réalité qu'un but: créer une atmosphère de panique, faire croire à la population que les vivres vont manquer et que la pénurie va s'installer, bref retourner l'opinion publique contre les grévistes. Ce qui permet à l'administration de justifier les interventions des forces de l'ordre contre eux, comme cela a déjà eu lieu à trois reprises sur le port. Ainsi les intérêts des patrons que défend l'administration sont camouflés en «intérêts» de la population. Le scénario est classique, mais il a souvent fait ses preuves.

Mais pour l'instant les grévistes ne se laissent pas intimider, ils maintiennent leurs piquets, et ils savent pouvoir compter sur la solidarité des autres employés du port, dockers et employés de la CGM, qui leur ont déjà exprimé leur soutien.

LES NOIRS PAUVRES DANS LA CARAIBE

Nous publions aujourd'hui la première partie d'un dossier sur la «situation des Noirs pauvres dans la Caraïbe».

Cette première partie est consacrée au peuplement de la Caraïbe et à la situation politique actuelle des îles de cette région.



LES NOIRS

La population des caraïbes vient en majorité d'Afrique. C'est une population surtout noire. C'est l'esclavage, la traite des nègres qui a fait que les caraïbes sont aujourd'hui peuplés de Noirs

Les esclavagistes ont importé les esclaves de différentes régions d'Afrique et on a retrouvé aux caraïbes beaucoup d'ethnies africaines différentes. Il y avait des sénégalais (ouolofs, toucouleurs...) des camerounais (baméléké...), les bambaras, les peulhs qui eux, venaient de plusieurs régions d'Afrique. En Guinée aussi on prit beaucoup d'esclaves. Il y avait encore d'autres ethnies...

Durant toute la période de l'esclavage, c'est à dire plus de deux siècles, on estime à 15 ou 20 millions le nombre de déportés et de disparus pour l'ensemble de l'Afrique noire, à 1 million pour le Sénégal.

Alors si aujourd'hui la population est noire c'est qu'il y a eu plus d'esclaves noirs que des maîtres blancs. Mais, dans tous les pays de la caraïbe, il y a aussi beaucoup de mélange racial, un grand métissage. Il y a par exemple ce qu'on appelle en créole les «chabins», les «rouges», les «peaux de sapotille». Il y a une variété de couleurs de peaux, dont la dominante reste malgré tout le noir.

Ce mélange là s'est produit parce que les maîtres avaient des enfants avec les esclaves. Dès la traversée, sur le bateau négrier, les esclavagistes violaient les femmes africaines. Ce sont ces rapports qui ont créé l'origine du mélange racial que nous connaissons dans les caraïbes aujourd'hui.

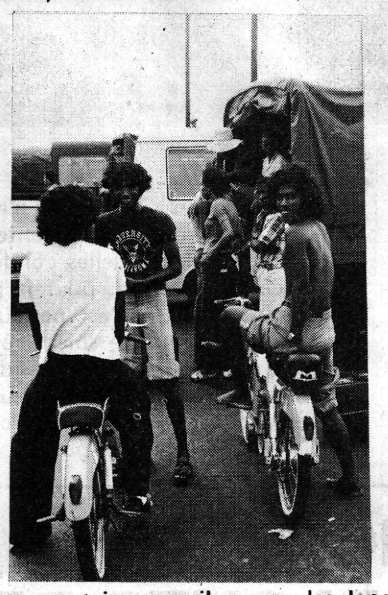
Mais si la grande majorité de la population de la caraïbe est noire, il y a des variantes selon les pays. L'histoire coloniale de ces pays explique certaines différences raciales qui existent dans la population noire. Par exemple, on constate que dans les pays qui étaient dominés par le colonialisme anglais, la population est plus noire qu'en Guadeloupe ou en Martinique. Ces différences s'expliquent parce que dans les colonies de l'Angleterre les métissages étaient plus rares. Les Anglais se mélaient plus difficilement aux noirs. Ils ont toujours pratiqué une sorte «d'apartheid» c'est à dire une politique de «séparation des races». Dans beaucoup de colonies anglaises, il y avait des lois qui interdisaient aux blancs d'avoir des rapports sexuels avec les noirs même à l'époque de l'esclavage.

Il y a aussi certains pays comme Haïti où la population se rapproche plus de l'Afrique quant aux types raciaux. C'est une population très noire et pas très métissée. Là, les esclaves se sont révoltés très tôt. Une véritable révolution anti-esclavagiste s'est déclenchée. Au cours de ces luttes les esclaves ont, à plusieurs reprises organisé de véritables massacres de blancs - beaucoup aussi ont quitté l'île pour fuir la colère des noirs. Lorsque les anciens esclaves ont pris le pouvoir et déclaré l'indépendance à l'issue d'une guerre dirigée par Toussaint Louverture et Dessalines, il n'y avait plus beaucoup de blancs dans l'île C'est la raison pour laquelle on trouve moins de métissage en Haïti que dans les autres pays de la caraïbe. Il y a bien des mulâtres, mais qui ne sont pas nombreux. Un grand chef mulâtre vénéré comme héros historique d'Haïti a été l'un des dirigeants de la guerre d'indépendance : il s'agit de Petion. Mais, à part quelques cas datant de cette période, la plupart des mulâtres haïtiens constituent une partie de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie du pays.

Par contre, il y certains pays dont la majorité de la population est blanche, comme par exemple Cuba, St-Domingue, Porto-Rico. On remarque que précisément, ces pays sont ceux qui ont été colonisés par l'Espagne. Alors peut-être que dans ces pays il y avait moins d'esclaves donc moins de noirs parce que la bourgeoisie espagnole était moins puissante que la bourgeoisie française ou anglaise.

LES HINDOUS

Au XIXème siècle, la bourgeoisie capitaliste a favorisé l'arrivée des hindous parce qu'elle avait besoin de main d'œuvre. Elle s'est arrangée pour «importer», comme une marchandise, beaucoup d'hindous misérables, malheureux pour qu'ils viennent travailler aux Caraïbes et ils ont pu disposer d'une main d'œuvre à meilleur marché, corvéable à merci. Les hindous furent très nombreux à Trinidad, en Guadeloupe, en Guyana, un peu moins nombreux en Martinique. Il y a donc eu un nouveau métissage petit à petit entre blanc, indien et noir.



Dans certains pays il y a eu des Japonais et des Chinois mais ils ne furent pas nombreux. On retrouve parfois néanmoins certains types asiatiques dans certaines régions.

On peut donc dire que la population de la Caraïbe est très métissée, mais elle a une dominante raciale noire car les noirs sont les plus nombreux. Mais, que les pauvres soient noirs, indiens, chabins, chinois, ils ont tous été exploités par l'impérialisme blanc. Dans tous les pays de la Caraïbe, c'est le pouvoir blanc, qu'il soit français, anglais ou espagnol qui a dominé. Et aujourd'hui encore, bien qu'il y ait beaucoup de pays de la Caraïbe qui soient indépendants, c'est toujours l'impérialisme blanc qui domine la région. La population de la Caraïbe est constituée de Noirs pauvres qui sont sous le joug de l'impérialisme blanc.

La population des pays caraïbes s'élève à 28 millions trois cent quatre vingt douze mille personnes.

Toute cette population se répartit sur 25 pays : Antigue, Bahamas, Barbade, Bermude, les îles vierges sous domination britannique, les îles caymans, Grenade, la Guadeloupe, la Martinique, Dominique, Montserrat, les Antilles hollandaises, St-Kitts, Nevis et Anguilla, Ste-Lucie, St Vincent et les Grenadines, les îles turk et Caïcos, les îles vierges sous domination de l'impérialisme américain. Les plus grands pays sont Cuba, qui compte plus de 9 millions de personnes, la République Dominicaine, plus de 5 millions, la Jamaïque plus de deux millions, Puerto Rico plus de trois millions, Trinidad et Tobago plus de un million, Haïti, plus de quatre millions.

SITUATION POLITIQUE

Tous les pays de la Caraïbe sont sous-développés. Ce sont des pays de misère, des pays qui ont été dominés pendant des siècles par un colonialisme. Le colonialisme était soit anglais, soit français espagnol ou hollandais, mais c'est la même exploitation qu'ils faisaient subir à tous ces peuples. Dans tous ces pays, on a exploité les noirs en esclavage pour faire du sucre et des épices que les marchands revendaient en Europe. La bourgeoisie d'Europe a amassé de grandes richesses sur le travail et l'exploitation de millions d'esclaves en Caraïbe.

En même temps, le colonialisme a freiné l'évolution de ces peuples. Il a dominé leurs cultures, leur économie. Toute leur évolution a été arrêtée, si bien que jusque à aujourd'hui ces pays ne peuvent rattrapper leur retard par rapport aux grands pays capitalistes. A moins d'un bouleversement profond des rapports sociaux et économiques sur une échelle mondiale, c'est à dire une révolution socialiste à l'échelle du globe.

On peut classer les pays de la caraïbe en quatre catégories : 1) les pays de dictature pure et simple 2) les pays qui sont toujours colonisés par une puissance coloniale, 3) les pays qui sont en rupture avec la domination impérialiste, 4) les pays indépendants sous l'influence de l'impérialisme britannique et américain.

1) Dans les pays de dictature, il y a au premier chef, Haïti. Ce régime est criminel. C'est une dictature féroce dirigée par Jean-Claude Duvallier, le fils du dictateur Duvallier père (papa doc). Dans ce pays, la misère est atroce. C'est le manque de travail, la famine. Il y a des milliers de gens qui dorment sur les trottoirs parce qu'ils n'ont pas de maison - La population n'a le droit que d'être exploitée. Elle n'a pas le droit de parler librement, d'écrire ou de se réunir. Il y a en prison des milliers de gens, parce qu'ils ont osé critiquer le régime. En prison c'est la torture, l'assassinat, ou la mort lente.

Des haïtiens sont vendus comme esclaves par leur gouvernement aux gros propriétaires de St-Domingue. Il y aussi les Boat-People...

2) Dans les pays toujours colonisés, il y a bien sûr la Guadeloupe, la Martinique, mais Porto Rico aussi.

Cette île, est en réalité une colonie, bien qu'officiellement elle soit déclarée «état associé», par les U.S.A.

3) Les pays indépendants mais toujours sous l'influence de l'impérialisme britannique et américain. C'est la Grande Bretagne qui colonisait ces pays, mais quand l'impérialisme anglais se rendit compte de la vague nationaliste qui gagnait toutes les colonies, dans les années 60, elle mit sur pied un système pour faire accéder ses anciennes colonies à l'indépendance. Il préféra cette solution plutôt que d'avoir à faire face à l'expression violente d'un mécontentement contenu depuis des années.

C'est de cette façon que Trinidad et d'autres pays comme Barbade devinrent indépendants. Et il n'y a pas bien longtemps ce processus s'est achevé par l'accès à l'indépendance de la Dominique, de Ste-Lucie, St-Vincent, Antigue...

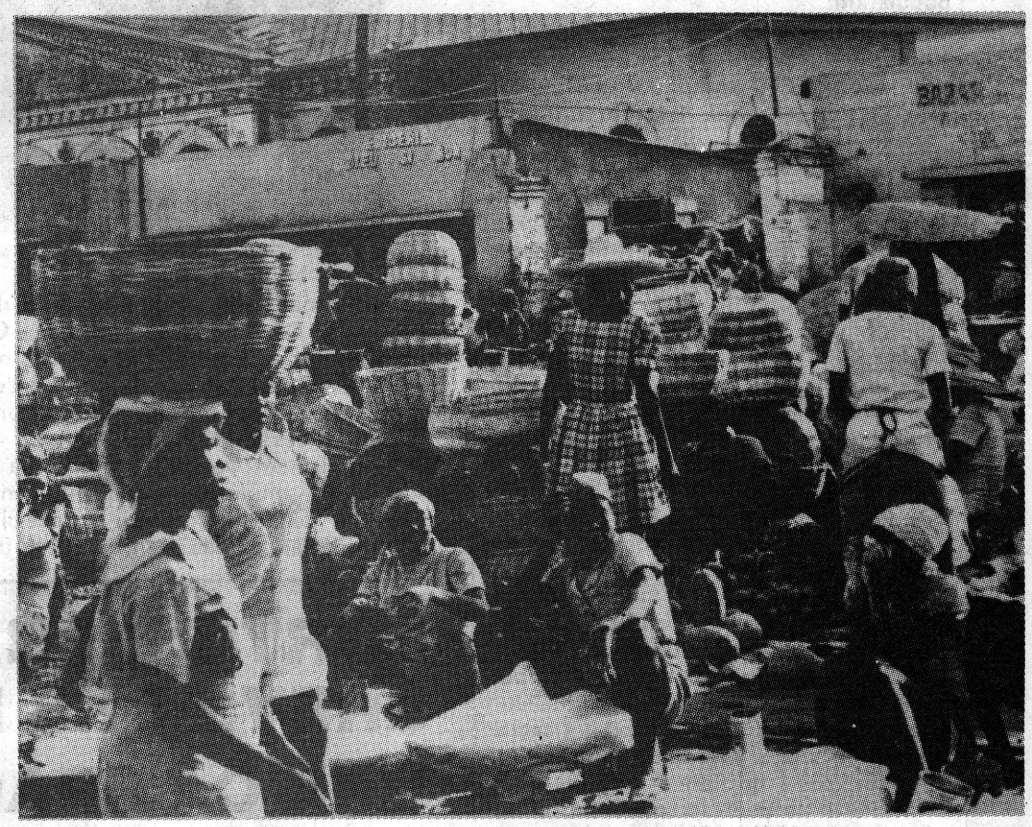
Mais bien que ces pays soient indépendants ils restent malgré tout sous l'influence de l'impérialisme. A leur tête, c'est la bourgeoisie qui dirige. Les noirs pauvres, les travailleurs, les paysans sont toujours exploités. Les grosses sociétés impérialistes les exploitent et la bourgeoisie de leur propre pays les exploite aussi.

Cela signifie t-il qu'ils auraient dû rester sous le joug du colonialisme anglais ? non bien sûr. Mais, il n'empêche que ce n'est pas la seule indépendance qui fait sortir les noirs pauvres de la misère. Pour sortir de la misère il faut abattre le système capitaliste. Ce sont les noirs pauvres qui devront le faire en dirigeant la lutte politique pour le pouvoir, et cela y compris dans les pays déjà indépendants.

4) Les pays qui sont en rupture avec la domination impérialiste : Cuba et Grenade.

Cela ne signifie pas que ce sont les travailleurs qui sont au pouvoir dans ces pays. Non, les travailleurs ne dirigent pas ces pays, mais ce sont des pays qui refusent de se soumettre à l'impérialisme américain.

A Cuba, il y eut une révolution radicale. Castro a entraîné les paysans à se révolter contre le régime de Batista, la révolution s'est faite sous la direction des intellectuels et de la petite bourgeoisie. Mais malgré tout ce que l'impérialisme américain a tenté de faire pour détruire le régime castriste , il n'est pas parvenu à ses fins. Pour détruire le régime de Castro il aurait fallu que l'impérialisme américain mette un soldat pour chaque cubain, parce que toute la population était décidée et soudée derrière Castro.



A Grenade, depuis la prise du pouvoir par Maurice Bishop contre le dictateur pro-impérialiste Eric Gairy, la tendance politique qui s'affirme est celle qui rejoint le régime cubain. Bishop a pris position contre la domination de l'impérialisme américain. Alors, même si ces pays restent sous-développés, pauvres et vulnérables par rapport aux USA, l'impérialisme américain n'a pas les mains entièrement libres non plus pour imposer sa loi dans ces pays.

Dans le prochain numéro suite du dossier, avec «La naissance du mouvement ouvrier dans la caraïbe».

Moule : pour exiger la libération des trois travailleurs noirs des prisons des blancs un comité de soutien est créé au Moule

Pour soutenir les deux jeunes ouvriers emprisonnés dans les prisons des Blancs, depuis plus d'un mois par l'administration coloniale française un comité de soutien a Hugues Dalon et Marc-Antoine a été créé à Moule.

Ce Comité a déjà tenu plusieurs meetings dans les quartiers de la ville et dans les sections afin d'informer la population de la politique de répression de l'administration coloniale ici. Car effectivement, il y a répression, puisque les juges blancs ont jeté et gardent en prison sans aucune preuve des jeunes ouvriers dans l'affaire des engins explosifs de la SCEFA et celle des bris de vitrines à l'aéroport du Raizet.

Partout, dans tous les quartiers et les sections le comité est bien reçu par la population. Les travailleurs expriment leur indignation face à l'injustice coloniale. Les jeunes expriment aussi leur indignation et profitent de l'occasion pour rapporter les problèmes et les déboires rencontrés avec les forces de «l'ordre» sur les routes, en plein jour pour un phare de mobylette cassé ou pour d'autres pécadilles !

Et malgré les intimidations des gendarmes qui passent chez les habitants de la commune qui nous prêtent leur maison afin de nous exprimer, nous rencontrons chaque fois la grande sympathie des travailleurs, des Noirs pauvres du Moule. La population n'hésite pas non plus à rentrer dans le comité, geste qui exprime leur désaccord avec la justice coloniale concernant cette affaire.

Cette semaine encore, le Comité continuera son tour de quartier en direction de Château-Gaillard et de Saint-Guillaume.

EXIGEONS LA LIBÉRATION DE DALON, MARC ANTOINE ET ALEXANDER DES TRAVAILLEURS NOIRS ENFERMÉS DANS LES PRISONS DES BLANC.

Dans un pays où une minorité blanche, protégée par une armée coloniale, dirige, administre alors que la majorité du peuple est noire, celle-ci à le droit de refuser la justice de cette minorité blanche.

Quelles que soient ces charges qui pèsent sur les trois inculpés battons nous pour obtenir leur liberté.

Sidoine.

Pour la cantine de Pointe àPitre la municipalité communiste mobilise... mais.. contre les licenciés.

D'après les explications du maire Henri Bangou, faites dans un tract largement diffusé, la situation financière de la cantine centrale de Pointe-à-Pitre serait depuis longtemps déjà, mauvaise : la suppression de la subvention provenant du FASSO n'a fait qu'aggraver cette situation. Alors explique toujours le maire de Pointe-à-Pitre dans un tract adressé à la population, pour maintenir le fonctionnement de cette cantine, la commission municipale qui s'occupe de cette question a décidé de réduire le personnel de la cantine.

Il poursuit que la municipalité s'est donnée «le droit de porter sa décision (de licenciement) sur des éléments qu'elle juge les moins aptes à la bonne marche de la cantine».

Ainsi non seulement la municipalité de Pointe-à-Pitre accepte de fonctionner comme n'importe qu'elle société capitaliste, en faisant payer aux travailleurs les conséquences des difficultés de son entreprise. Mais en plus, elle en profite pour se débarrasser d'éléments qui ne lui conviennent pas. S'agit-il de fortes têtes, de personnes qui ne votent pas dans le même sens que la municipalité et le font savoir. Peu importe. . .Mais, le principe de cette sélection arbitraire des personnes à licencier pour cause économique est bien révoltant.

Quant aux difficultés économiques que la municipalité aurait pour faire fonctionner la cantine, cela est fort possible.

Mais là encore, à part «les dizaines de circulaires émanant de l'association des maires alertant les pouvoirs publics sur les difficultés auxquelles sont confrontées les municipalités pour faire fonctionner les cantines. . .» qu'a fait la municipalité progressiste de Pointe-à-Pitre. A-t-elle appelé les parents des 3.000 ou 5.000 enfants qui étaient nourris par la cantine à manifester leur désapprobation ou leur colère contre le pouvoir capitaliste qui trouve toujours de l'argent pour subventionner les entreprises capitalistes et jamais pour venir en aide aux populations ?

C'est sûrement dans ce sens qu'aurait dû agir la section communiste de Pointe-à-Pitre Et la municipalité à direction communiste au lieu de licencier ses employés.

Alors que maintenant certains employés de la cantine licenciés refusent cette mesure arbitraire, le maire et la section communiste de Pointe-à-Pitre en appelle aux familles maintenant pour défendre l'accès aux cantines. Cette attitude parait grotesque et méprisante envers les travailleurs.

FORT DE FRANCE grêve des postiers pour l'embauche de personnel

Les employés de la recette principale de Fort-de-France ont fait 4 jours de grève pour obtenir du personnel supplémentaire. Ils demandaient la création de 4 postes, ils n'en ont obtenu que 2, un agent d'exécution et un inspecteur, mais ne serait-ce que pour arriver à ce résultats, il leur a fallu se battre.

Pourtant leur revendication fait suite à l'instauration de l'horaire hebdomadaire à 39 H, pour laquelle le gouvernement n'a pas prévu d'augmentation du personnel correspondante, bien qu'il ait dit lui-même que cette mesure était destinée à enrayer le chômage. . . Mais de toute façon, même avant l'application des 39 H, le personnel des postes était déjà notoirement insuffisant.

Bien sûr ce ne sont pas 2 embauches supplémentaires qui vont régler le problème du manque de personnel. Mais les postiers ont montré par là leur ras-le-bol de cette situation.

Notons également que les employés de la direction des postes, eux aussi, réclament l'embauche de personnel, et qu'ils ont fait pour cela et pour l'amélioration de leurs conditions de travail, 24 H de grève.

JALMAR EN FAILLITE : 33 OUVRIERS AU CHOMAGE

Finalemement la liquidation de l'entreprise Jalmar a été décidée au niveau de l'administration. 33 ouvriers se retrouvent donc au chômage.

Mais puisque les patrons se donnent le droit de partir sans payer les ouvriers et en déclarant leur entreprise en faillite, les ouvriers eux, ont le droit de se payer sur le capital.

Dans l'entreprise il y a des machines, de l'outillage, des locaux, du matériel. Aux ouvriers de s'en servir pour se payer. Après tout, c'est grâce à leur travail que ce capital a été amassé ; ils doivent le récupérer.

Les travailleurs de Jalmar ont entrepris une campagne d'information.

Soutenons-les !

ECHOS DES ENTREPRISES

MARTINIQUE

SÉCURITÉ SOCIALE : UN CHAMPION DU CALCUL RAPIDE.

Ainsi donc, il a fallu attendre le 19 mars pour que la direction nous fasse parvenir dans les différents services les résultats des élections de délégués du personnel qui s'étaient déroulées 14 jours auparavant, c'est à dire le 5 mars.

Quatorze journées ont donc été nécessaires afin que notre comptable de circonstance dépouille les 624 bulletins de vote.

S'il nous fallait noter la direction selon ses propres critères, en voilà un qui n'aurait pas eu une brillante carrière !

DESCLIEUX : DES PORTES DE HAUTE INSÉCURITÉ.

L'heureuse idée de faire changer les portes d'accès au centre de Desclieux, n'a pas donné un heureux résultat.

Jugez-en. Aux bonnes vieilles portes en bois qui s'ouvraient jusqu'à se rabattre complètement sur le mur de la façade de devant, et qui de plus, étaient pourvues d'arrêtoires contre le vent, ce qui les empêchait de se refermer toutes seules, ont été substituées d'autres portes. Celles là, non seulement elles n'ouvrent qu'à 90°, ce qui entrave l'accès, mais de plus elles n'ont pas d'arrêtoire, ce qui fait fermer les battants sous l'effet du vent. Par ailleurs, quand on sait que ce sont de véritables portes blindées, on se rend compte du danger permanent que frôlent les travailleurs.

A.V.A : LE PETIT RAPPORTEUR.

Il y a deux semaines de cela, une de nos camarades a été traduite devant la «haute cour de justice» de la 2e sous-direction, le responsable de l'A.V.A. ayant dressé contre elle un rapport pour insubordination.

Cela donna droit à une parodie désuète à laquelle nos camarades du service furent conviés, afin d'écouter le jugement du «chef».

Jugement qui finalement fut une capitulation, puisque le responsable de la sous-direction, entendit quant à lui, ne pas donner de suite favorable à ce rapport. Même s'il crut bon pour «effrayer» lancer, à qui voulait l'entendre des menaces sur sa volonté de fermeté...

COMMERCE GUADELOUPE QUAND LA NOSTALGIE PEUT ETRE RÉCIPROQUE

Après le premier tour des élections cantonales une sorte de rage s'est emparée de Mme Hayot directrice de K-Dis Ville, en l'absence de Petreluzzi.

Elle nous a déclaré avec vivacité qu'elle ne voulait plus qu'aucun journal de gauche soit vendu dans le magasin. Elle demandait en particulier la suppression de «l'humanité». Concernant la presse locale, le seul journal qui semble lui plaire c'est France-Antilles.

Cela ne nous étonne pas, d'autant plus que cette dame est la fille de R. Viviès représentant de la droite colonialiste et représentant des békés.

Voilà ces blancs riches descendants d'esclavagistes qui décident à notre place ce qui est bon ou mauvais,ce que les nègres doivent lire, ce qui est bon ou mauvais pour nous...

Mme Hayot a-t-elle la nostalgie de l'époque où ses ancêtres fouettaient les esclaves pris un livre à la main ?

Et si il nous venait aussi à nous brusquement la nostalgie du temps où les esclaves tout analphabètes qu'ils étaient, prenaient leurs maîtres à la gorge dans de brusques accès de fureur ?

GUADELOUPE :

EDF : L'OEIL DE LA DIRECTION

Un photographe blanc est venu prendre quelques photos de la centrale, en vue de la préparation de la journée porte ouverte organisée par la direction.

Il a voulu photographier un agent de quart au travail. Celui-ci a refusé en lui proposant d'aller plutôt photographier les machines en mauvais état. Le photographe a mal pris les remarques de l'agent et a même essayé de lui faire la morale en lui disant que ce qu'il faisait était de l'intérêt de la centrale.

Nous n'en sommes même pas à la journée porte ouverte et la porte est déjà ouverte à des visiteurs qui n'ont qu'un seul œil.

MARTINIQUE

SIGBR : COTÉ L'AGENT, PA NI SENTIMENT !

A la SIGBR le patron a reçu une lettre de licenciement de la part de la direction des administrateurs et particulièrement de Delattre-Levivier.

En effet la façon de faire du directeur Kera ne plaît plus à ses chefs. Il a fait les démarches habituelles, inspection du travail, avocat..., mais en fin de compte ça a été la porte quand même.

Si les patrons ne reconnaissent même pas les leurs, n'attendons d'eux aucune faveur !

MARTINIQUE

FERMETURES ANTILLAISES : UN GENDARME A LA DIRECTION.

A l'entreprise Fermetures Antillaises le patron est un véritable garde-chiourme. Il est toujours sur notre dos et ne cesse de nous ennuyer.

Quand un ouvrier est malade, il prétend qu'il n'a qu'un mal de tête et qu'il n'a pas besoin d'aller voir un médecin. Par contre lui il fait des histoires pour la moindre petite grippe qu'il attrape !

Ce monsieur se croit-il toujours au temps de l'esclavage ?

HOPITAL POINTE A PITRE ABYMES BUANDERIE : LA DIRECTION DÉCIDE SEULE

Les travaux pour l'amélioration de nos conditions de travail, notamment en ce qui concerne la chaleur ont commencé.

D'après ce que nous voyons la direction semble avoir choisi la pose de jalousies. Cette solution sera-t-elle efficace ?

Nous n'en savons rien pour l'instant. Mais à son habitude, la direction ne nous a absolument pas consultés.

Alors qu'elle ne s'étonne pas si à la fin des travaux, sa solution ne nous donne pas satisfaction. Elle n'aura qu'à s'en prendre à elle-même.

MARTINIQUE

DELATTRE-LEVIVIER : EMBAUCHER LES INTERIMAIRES !

Delattre-Levivier est venue en Martinique dans le seul but d'encaisser le maximum de fric. La méthode employée par ces capitalistes est d'avoir le maximum de rendement avec le minimum d'ouvriers.

Les ouvriers sont sous-qualifiés, ils doivent effectuer un travail au-dessus de leur qualification sans aide ni manœuvre. Lorsque des ouvriers partent, ils ne sont pas remplacés, ce qui fait que ceux qui restent sont surchargés de travail.

Il manque au moins une quinzaine d'ouvriers. Ce ne sont pourtant pas les chômeurs qui manquent en Martinique !

Puisque la direction se sert des intérimaires lorsqu'elle en a besoin, qu'elle en embauche au moins 15 définitivement. Exigeons l'embauche des intérimaires !

DELATTRE-LEVIVIER : SON PLAN S'EST DÉGONFLÉ !

Depuis que le Gonfleur est là, on a pu noter un certain nombre de changements, mais qui visent tous au même but : augmenter notre rendement, et donc par conséquent augmenter aussi les profits de Delattre-Levivier.

La nouvelle invention du Gonfleur, c'est de donner à chaque ouvrier de l'atelier une «charge de travail». Chaque ouvrier doit donc maintenant travailler seul en suivant un plan de travail, alors qu'auparavant les ouvriers travaillaient en collaboration. Cette charge de travail individuelle est destinée en principe à accélérer la cadence, chaque ouvrier se sentant «responsable» de mener son travail à bien.

Mais nous ne sommes pas tombés dans son panneau, et le gonfleur peut remballer son plan !

LES TRAVAILLEURS D'EUROPE FACE A LA CRISE

BELGIQUE : Le mécontentement des travailleurs se fait sentir

En Belgique comme ailleurs le chômage augmente mais dans ce pays il prend des proportions record : 12% de la population active en sont touchés. La sidérurgie est l'un des secteurs où les licenciements se comptent par milliers depuis quelques mois, et de nouveaux licenciements sont encore prévus.

Venant à l'aide du patronat, le gouvernement belge face aux difficultés économiques, réplique comme partout ailleurs par le blocage des salaires et la hausse des tarifs publics.

C'est contre cette politique d'austérité, et contre les licenciements que les travailleurs manifestent.

Plusieurs villes de Wallonie ont été paralysées par des grèves ces derniers temps, et vendredi 26 mars le FGTB, syndicat à tendance socialiste, a appelé à la grève. Celle-ci a été particulièrement suivie à Liège, Charleroi et dans le port d'Anvers.

Le lendemain c'était le CSC, syndicat à tendance chrétienne, qui appelait à une manifestation dans les rues de Bruxelles. 80.000 personnes ont participé à cette manifestation, ce qui est un succès.

Mais les syndicats, s'ils appellent à des grèves et des manifestations pour permettre aux travailleurs d'exprimer leur mécontentement dans des actions sporadiques, ne montrent cependant pas leur volonté de combattre efficacement le plan d'austérité du gouvernement, car ils laissent le mouvement s'éparpiller.

LUXEMBOURG : Les travailleurs ripostent au plan d'austérité

Le gouvernement luxembourgeois vient de mettre sur pied un programme d'austérité visant à faire face, selon lui, aux difficultés économiques croissantes faisant suite à la dévaluation des francs-belge et luxembourgeois. Ce programme d'austérité prévoit notamment une limitation des augmentations de salaire.

Mais les travailleurs n'ont pas accepté sans réagir un tel plan. A l'appel de leurs syndicats, ils ont manifesté massivement dans les rues samedi 27 mars. Cette manifestation, fort imposante, regroupait entre 30 et 40.000 personnes et constituait la plus importante manifestation depuis la grande crise des années trente.

La classe ouvrière luxembourgeoise est touchée par le chômage, qui sévit de façon particulièrement dramatique dans la sidérurgie. Patronat et gouvernement voudraient lui faire payer les frais de la crise, en réduisant les salaires et en attaquant les droits des travailleurs.

Ceux-ci montrent qu'ils ne sont pas décidés à se laisser faire.

ITALIE : Les métallurgistes en colère

Vendredi 26 mars les ouvriers de la métallurgie venus de toute l'Italie ont manifesté à Rome. Ils exprimaient leur colère contre la politique d'austérité décidée par le gouvernement, et par la confédération patronale.

En effet le gouvernement du républicain Spadolini, à participation socialiste et le patronat mènent une offensive contre la classe ouvrière. Il y a aujourd'hui 2,3 millions de chômeurs en Italie, et 500.000 ouvriers qui sont dans une situation particulière, c'est-à-dire en chômage mais faisant toujours officiellement partie du personnel d'une entreprise et indemnisés par la Sécurité Sociale.

Depuis un an les licenciements se sont multipliés, et les patrons tirent argument d'une réorganisation de la production en vue d'augmenter la productivité dans ces usines pour se débarrasser des ouvriers combatifs et mener campagne contre l'absentéisme. Spadolini veut imposer aux travailleurs son «pacte social» qui prévoit entre autres une limitation à 16% des augmentations salariales pour l'année, chiffre que selon lui, l'inflation ne devrait pas dépasser.

Les directions syndicales acceptent de jouer le jeu du gouvernement et sont d'accord sur cette limitation à 16%. Elles ont également accepté de signer des accords avec les patrons sur les licenciements prévus par eux, pour, selon leurs dires, augmenter la productivité dans les usines, comme cela a été récemment le cas à Alfa-Roméo où 5800 ouvriers ont été mis au chômage.

Mais les ouvriers n'ont pas accepté eux, le «pacte social» de Spadolini, ni les licenciements, et ils ont fait savoir leur mécontentement aux directions syndicales.

Celles-ci se sont donc senties obligées de céder un peu aux pressions de leur base, et ont décidé d'appeler à la manifestation du 26 mars à Rome. Celle-ci a donc eu un grand succès, les ouvriers métallurgistes saisissant là l'occasion d'exprimer ce qu'ils pensaient de la politique d'austérité et de la collaboration de certains dirigeants syndicaux avec patronat et gouvernement. Les directions syndicales, qui se livrent à une petite guerre entre elles, sont cependant toutes d'accord pour collaborer avec le gouvernement, et bien qu'elles aient appelé à cette manifestation, elles n'entendent sans doute pas lui donner de suite. Pour les ouvriers italiens, il en est peut-être tout autrement.

ARGENTINE : Les travailleurs dans la rue contre la dictature

extrait du journal trotskyste français «Lutte Ouvrière» du 3/4/82.

A Buenos Aires, mardi 30 mars, c'est à coups de grenades lacrymogènes et en se livrant à une véritable chasse à l'homme, révolver au poing, que la police argentine est intervenue contre les milliers de manifestants qui avaient répondu à l'appel de la CGT péroniste. Faisant deux morts, plusieurs blessés graves, et arrêtant près de 2.000 personnes, dont tous les dirigeants de la centrale syndicale.

Pourtant, la manifestation avait été annoncée longtemps à l'avance et, encore une semaine plus tôt, le ministre de l'intérieur lui-même avait précisé qu'elle n'était pas interdite. Mais la CGT avait envisagé un moment de la reporter, compte tenu de la tension survenue entre le gouvernement argentin et la Grande-Bretagne, à propos des îles Malouines. Et la CGT n'avait finalement maintenu la manifestation qu'en soulignant son *«caractère pacifique»*. Visiblement, la centrale syndicale péroniste n'entendait pas donner à cette manifestation d'autre caractère que celui d'une protestation limitée envers la politique économique de la dictature et l'austérité qui pèse sur la population. Et cela, même s'il était également prévu à l'occasion de cette journée de réclamer *«un retour à la démocratie»*.

Ces précautions et ces limites fixées publiquement à la manifestation par la CGT n'ont empêché le gouvernement ni de menacer, la veille au soir, en déclarant qu'il adopterait *«les mesures nécessaires pour assurer la stricte application de l'état de siège»*, ni de faire quadriller par ses militaires et ses policiers toute la ville.

Mais malgré l'état de siège, des milliers de manifestants affluèrent, en particulier des quartiers industriels, vers le centre de la ville. Et c'est même un caractère ouvertement politique que donnèrent à cette journée syndicale et revendicative, au départ, les manifestants qui réussirent à se regrouper pour clamer : *«Elle va finir, elle va finir, la dictature militaire»*.

Lucienne PLAIN

AFRIQUE DU SUD : Les Blancs se mobilisent pour défendre l'Apartheid

(extrait du journal trotskyste français «Lutte Ouvrière» du 3/4/82)

Le ministre de la défense sud-africain vient de présenter au Parlement un projet de réforme du service militaire pour la population blanche d'Afrique du Sud. 600.000 hommes de moins de 60 ans, n'ayant jamais été appelés, seraient désormais tenus de faire un mois de service la première année et deux semaines par an ensuite. Les réformés ne seraient plus exemptés, mais affectés à des unités spéciales. Quant aux conscrits, ils devraient, en plus de leurs deux ans de service militaire, effectuer par la suite non plus un mois mais deux mois par an dans l'armée.

Il s'agit donc là d'une réforme qui vise à mobiliser militairement la population blanche encore un peu plus et en plus grand nombre qu'auparavant, et cela pour des périodes plus longues.

Dans un pays où la communauté blanche, comptant environ cinq millions de membres, possède un statut privilégié face à l'immense majorité d'une population de vingt millions de Noirs maintenus dans l'oppression raciale la plus féroce, et cela depuis des décennies, il est tout à fait probable que cette réforme du service militaire reçoive l'assentiment de la majorité de ceux qu'elle concerne. Mais elle traduit aussi la crainte qui agite la communauté blanche devant la colère et la révolte de la population noire (ainsi d'ailleurs que des autres communautés de couleur) qui aspire à se débarrasser de ses oppresseurs pour ne plus être traitée en esclave dans son propre pays.

Lucienne PLAIN

Raymond VIVIES fait appel à la justice blanche.

Raymond Viviès, piqué par une mouche, se sent des ailes et brasse du vent. Se considérant comme un élu «respectable» il ne peut supporter que le journal Jakata le traite en gros titre lui ainsi que sa clique, de voleurs.

Il fait donc appel aux tribunaux pour que ce journal soit puni sévèrement.

En poussant de hauts cris à la diffamation, Viviès doit sûrement se rendre compte qu'il est ridicule, car il n'est surprenant pour personne que certains journaux aient associé son nom à l'affaire de la SODEG.

Viviès se connaît lui-même et n'ignore pas quelle image peu flatteuse une bonne partie de la population a de lui. Lors du vote pour la vice présidence du Conseil Général ce n'est pas par hasard qu'il a été le plus chahuté quand il a été élu vice-président !

Raymond Viviès s'est maintes fois regardé dans son miroir et il connaît l'image que celui-ci lui renvoie.

Ce qui lui donne des ailes et qui lui fait gonfler la poitrine, c'est qu'il a probablement reçu l'assurance de l'administration «de gauche» de ne plus être inquiété dans l'affaire de la Sodeg. Affaire qui soit dit en passant, est plutôt destinée à mourir sous l'éteignoir L'administration qui montre les dents en gardant dans les geôles coloniales des travailleurs, ne manquera certainement pas de sollicitude envers un notable départementaliste bon teint.

FILM

UNE GLACE AVEC DEUX BOULES UN FILM A VOIR SI VOUS VOULEZ VOUS DETENDRE

Dans ce film Ch. Lara retrace la façon dont deux filles d'une famille aisée s'y prennent pour réconcilier leurs parents séparés.

Elles échoueront. Au détour le film aborde le problème de la sexualité des adolescents.

C'est un film sans grande prétention. On rit durant l'heure et demie qu'il dure.

SUITE DE L'EDITORIAL

du tout, la gauche au pouvoir enfourche le dada de l'expédition punitive contre les peuples sauvages et retardataires.

Les opprimés bien sûr ne peuvent soutenir les prétentions coloniales anglaises, et ne peuvent pas non plus soutenir la dictature sanglante d'Argentine. Leur sympathie va au peuple argentin, même si celui-ci se trompe lourdement en acceptant de se placer derrière la direction de généraux qui sont ou seront encore demain leurs bourreaux.

Le peuple argentin, et en particulier la classe ouvrière, aurait pu sans se trahir et sans céder à la politique de la cannonière britannique, refuser de se battre ou de se solidariser avec la bannière des généraux assassins.

Mais cela, seuls les dirigeants réellement révolutionnaires de ce peuple auraient pu le dire, et le proposer, aux travailleurs argentins.

Il n'est pas dit que dans la classe ouvrière de tels sentiments ne soient pas présents et que des ouvriers argentins, ayant le sentiment de leur dignité, ne proposent pas une autre voie que l'alignement sur les généraux assassins du peuple sous prétexte de ne pas céder à la morgue de grandes puissances des impérialistes britanniques.

D'autant qu'on ne peut vraiment pas dire que la possession ou la non-possession des Malouines soit déterminante pour la vie du peuple argentin.

Alors que le renforcement ou l'affaiblissement de la dictature militaire pourrait avoir des conséquences infiniment plus importantes pour ce peuple.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728